

" Un avocat doit connaître le métier de ses clients pour pouvoir appréhender leurs besoins "

Simon NDIAYE, Avocat



Simon NDIAYE,
Avocat Associé
simon.ndiaye@clydeco.fr

En France le chef d'entreprise sous-estime bien souvent les risques qu'il prend à titre personnel dans le cadre de son activité professionnelle. Il est vrai que le contexte juridique n'est pas simple, a fortiori à l'international, domaine de prédilection de "Clyde & Co".

Simon NDIAYE, Associé du Cabinet, nous souligne quelques points sensibles de cette problématique.

Croissance Actualités : Clyde & Co ! Est-ce le reflet de l'histoire du Cabinet ?

Simon NDIAYE : C'est surtout à l'image du spectre des compétences acquises au cours de notre évolution. Entre 1979, date de création du Cabinet HBM et notre fusion avec Clyde & Co en 2002, nous avons conforté notre réseau international et nos expertises. En 2004, nous sommes plus de 400 avocats dans le monde.

Outre le Royaume-Uni et la France, nous sommes à Belgrade, Caracas, Dubaï, Grèce, Hong Kong, Saint Pétersbourg, Singapour, Chine et Brésil.

Avec 40 avocats, Paris est le plus grand bureau en dehors du Royaume-Uni.

C. A. : Quels sont vos secteurs d'intervention ?

S. N. : L'assurance, la réassurance, le maritime, les industries aéronautiques et spatiales et enfin l'énergie. Nous sommes "incontournables" sur les niches telles que le risque industriel, la responsabilité du fait des produits, la responsabilité des mandataires sociaux, la rédaction et l'analyse de contrats d'assurance, la réassurance ou encore le droit aérien.

C. A. : Comment percevez-vous les risques du chef d'entreprise ?

S. N. : En tant que mandataire social, le dirigeant prend des risques en permanence.

Notre rôle est de réduire ces risques, variés et variables selon le domaine d'activité et la structure sociale de l'entreprise.

Notre objectif est que l'entreprise observe l'ensemble des normes juridiques applicables à son activité. Les sanctions sont de plus en plus rigoureusement appliquées par les tribunaux qui n'admettent plus l'argument "je ne savais pas".

Outre les nombreuses évolutions en matière de sécurité des produits, de réglementation sociale et de gouvernement d'entreprise, certaines réformes en matière pénale créent de nouveaux risques contre lesquels l'entreprise doit se prémunir (incidence de la réforme Perben sur la responsabilité des personnes morales).

C. A. : Comment réduire les risques ?

S. N. : Heureusement, la loi pénale n'est, en principe, pas rétroactive. Mais le délai de prescription varie selon les infractions et surtout il ne commence à courir, pour certaines, qu'à partir de la découverte des faits incriminés.

En matière civile, le délai de prescription peut être de 30 ans ! (article 2262 du Code Civil) ou de 10 ans à compter de la manifestation du dommage pour la responsabilité extra-contractuelle (article 2270-1 du Code Civil).

Or, il peut arriver que des problèmes techniques surgissent tardivement parce qu'au

« Le risque juridique encouru par l'entreprise et ses dirigeants est bien évidemment plus complexe à évaluer et délicat à gérer dans le cadre d'une activité internationale. »

moment de la fabrication d'un produit ou de la mise en place d'un process, les connaissances de l'époque ne permettaient pas de déceler une anomalie.

Une responsabilité aussi étendue dans le temps pourrait avoir des conséquences économiques graves pour l'entreprise si elle n'a pas la couverture d'assurance et la stratégie de gestion des risques adéquates. Il faut donc être prudent et appliquer le principe de précaution, même si cela peut limiter l'innovation.

C. A. : Le risque augmente-t-il à l'international ?

S. N. : Il est surtout plus complexe à estimer et plus délicat à gérer.

C. A. : Un exemple !

S. N. : La procédure "discovery" aux USA. Si un accident survient avec un simple jouet, la justice ira très loin dans ses investigations

: croquis d'ébauches du jouet, notes de réunion du fabricant, rapports divers, tests, témoignages des utilisateurs etc. Le tribunal composé de jurés (non spécialisés !) jugera recevable un argument tiré d'une phrase extraite d'un rapport interne d'ingénieur mettant en doute un aspect du design alors même que cela n'avait aucune incidence sur la sécurité du jouet. Je parlais d'un jouet, alors imaginez ce que cela peut être pour un groupe électrogène, une voiture ou un avion dont la traçabilité de la fabrication est bien plus complexe !

L'entrepreneur français a des difficultés à admettre cette procédure de "discovery" suivie

d'un procès devant un jury avec un risque de condamnation à des « punitive damages » très important.

C. A. : En résumé, les atouts de Clyde & Co ?

S. N. : Notre équipe a le souci constant de mieux connaître les besoins du client et de mettre en oeuvre notre expertise pour apporter des solutions personnalisées et bien adaptées.

Avocat spécialisé notamment dans le secteur aéronautique, j'ai été détaché par mon Cabinet pendant 6 mois auprès d'un client à Toulouse. Cette expérience a été fabuleuse !

CLYDE & CO PARIS

Spécialisé en matière de responsabilité civile du fait des produits, risques industriels, assurance et réassurance, aviation, spatiale, maritime, transport, construction, responsabilité civile et pénale des mandataires sociaux, CLYDE & CO PARIS offre, au plan national et international, une incontournable expertise dans la gestion des risques de l'Entreprise et intervient tant pour le conseil et les missions d'audit que pour la gestion amiable et contentieuse des sinistres.

CLYDE & CO PARIS rassemble aujourd'hui 40 avocats en France et bénéficie de l'accès direct du réseau mondial CLYDE & CO et d'un important réseau de correspondants dans 130 pays.

CLYDE & CO PARIS - Société d'Avocats
12, rue Magellan - 75008 Paris - France
Tél. 33 (0)1 44 43 88 88 - Fax 33 (0)1 44 43 88 77
Visio conférence : 33 (0)1 44 43 88 99
e-mail : paris.office@clydeco.fr
www.clydeco.com

Londres Guildford Cardiff Paris Nantes Belgrade Le Pirée Saint-Petersbourg
Abu-Dhabi Dubaï Singapour Hong Kong Caracas